



**UNITED
FOR PEACE
UNITED
FOR PEACE
UNITED
FOR PEACE**

PES 10TH CONGRESS
12 & 13 JUNE 2015
BUDAPEST

Vers un agenda progressiste global ambitieux Adoptée par le Congrès du PSE le 13 juin 2015

La politique étrangère a toujours été au cœur du débat européen mais elle est aujourd'hui l'objet de toutes les attentions en raison des différentes crises survenues ces dernières années. Le conflit ukrainien a instauré un climat d'affrontement que nous n'avions plus connu depuis la fin de la guerre froide, et a troublé la paix qui régnait en Europe. La rapidité avec laquelle se sont déroulés les événements a pris le monde par surprise et, face à la complexité de la situation, il n'a pas toujours été possible d'apporter une solution cohérente. Cette crise a amené l'Europe à se repositionner par rapport à ses voisins de l'Est et à la Russie. L'Union européenne doit aussi mettre en place une stratégie globale pour faire face à la crise des migrations en Méditerranée et pour lutter contre la traite d'êtres humains car elle ne peut pas laisser la Méditerranée devenir le cimetière de l'Europe.

Le soulèvement des pays arabes début 2011 a fait naître un sentiment d'espoir et augurait d'une nouvelle transition démocratique. Mais la situation actuelle dans la région est bien moins réjouissante. Le conflit interminable en **Syrie** affecte chaque jour plusieurs millions de personnes tandis que la Libye, l'Irak et le Yémen sont ravagés par des guerres civiles et des conflits tribaux. L'Égypte est toujours en proie à des difficultés politiques et sociales. Le **processus de paix au Moyen-Orient a fait long feu**, et les appels lancés de toutes parts pour trouver des alternatives pacifiques et une solution à deux états demeurent sans réponse. La **brutalité de groupes tels que l'État islamique (EI) et Boko Haram** ainsi que la recrudescence des attaques terroristes et les actes barbares perpétrés par les groupes islamistes extrémistes en Irak et en Syrie ont créé une véritable onde de choc à travers le monde. La Tunisie est l'un des rares pays à avoir réussi à opérer une transition positive. Le Sahel, zone de non-droit minée par des conflits religieux meurtriers, une pauvreté révoltante et de graves sécheresses, est aujourd'hui une véritable poudrière. Ces problèmes sont en partie imputables à l'augmentation de la pauvreté et des inégalités, et entraînent des vagues d'immigration massives vers l'UE, qui laissent dans leur sillage des milliers de morts. Cela montre que la coopération au développement et l'aide humanitaire sont des outils indispensables pour mettre en œuvre une politique européenne juste en matière d'immigration.

Par ailleurs, les débats sur la diversification énergétique et l'augmentation des phénomènes climatiques extrêmes qui, souvent, contraignent les habitants à abandonner leur foyer ont suscité un regain d'intérêt pour le **changement climatique**. Cette thématique est aussi devenue l'un des principaux points de discussion dans le cadre des **Objectifs de développement durable**, qui seront adoptés d'ici la fin de l'année.



Le moment est crucial pour les progressistes. Les changements d'alliances et les nouveaux rapports de force, incertains, doivent nous amener à reconsidérer notre place dans le monde et à adopter une position progressiste ferme conforme à nos principes fondamentaux que sont les droits de l'Homme, l'égalité entre les femmes et les hommes et la justice sociale. Le Parti socialiste européen et ses partis membres peuvent jouer un rôle majeur en s'alliant à des partis politiques et à des réseaux régionaux à travers le monde. Les réseaux progressistes régionaux et mondiaux offrent au PSE une plateforme très utile pour soutenir les partis progressistes du monde entier. Dans ce nouvel environnement international complexe, le PSE affirme sa volonté de renforcer les capacités de l'UE afin qu'elle puisse jouer un rôle de premier plan sur la scène mondiale en termes d'analyse et d'action. Le travail de l'UE et de la Haute représentante doit servir de point de référence pour promouvoir la vision de l'Union et porter les valeurs de paix, de justice et de démocratie aux quatre coins du monde. Ensemble, nous pouvons aider les forces progressistes à contribuer à la mise en place de démocraties stables et efficaces dans leurs pays respectifs. Ce n'est qu'en parlant d'une seule et même voix forte que nous pourrons relever les défis qui se posent à nous.

1. Une politique européenne de voisinage et d'élargissement diversifiée

Le respect de la démocratie, des droits de l'Homme, de l'égalité entre les femmes et les hommes et de l'Etat de droit doit être inscrit au cœur de notre politique européenne de voisinage. D'autre part, pour relever les défis actuels, nous devons comprendre les raisons complexes et diverses qui en sont à l'origine. Tous les pays du sud et de l'est de l'Europe sont caractérisés par une histoire et une situation socioéconomique qui leur sont propres, et qui déterminent leur relation avec l'UE. C'est pourquoi nous insistons sur la nécessité d'adopter une **approche diversifiée, qui tienne compte des différences entre les pays et offre des instruments sur mesure, pour constituer un voisinage sécurisant et prospère**. Lors du développement de la politique européenne de voisinage, nous devons accorder une attention particulière aux libertés fondamentales, et plus particulièrement à la liberté d'expression, d'association et de réunion pacifique, ainsi qu'à la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels.

L'UE doit rester un pôle d'attraction. Nous devons soutenir activement les réformes dans les pays des Balkans occidentaux et promouvoir une politique de justice sociale, de protection sociale universelle et de développement socioéconomique inclusif. De nombreux pays de cette région sont confrontés à des problèmes socioéconomiques et structurels qui freinent leur processus d'intégration dans l'UE. Nous devons être pour nos voisins un partenaire fiable, et offrir des résultats concrets à ceux qui font de réels progrès. La politique d'élargissement de l'Union a déjà montré son utilité, et elle demeure l'un des principaux instruments de politique étrangère de l'Union. L'UE doit maintenir les négociations d'élargissement avec les pays candidats, qui pourront adhérer lorsqu'ils satisferont pleinement aux critères de Copenhague. La perspective d'adhésion à l'UE doit rester ouverte aux pays qui respectent et soutiennent les valeurs européennes.

La crise ukrainienne représente un défi majeur pour la paix et la sécurité sur le continent européen. Nous insistons fermement sur la mise en œuvre complète des accords de Minsk et demandons une solution politique globale au conflit. Nous sommes convaincus qu'il ne pourra être résolu que par la voie diplomatique, en conformité avec le droit international et dans le plein respect de l'intégrité territoriale, de l'unité et de l'indépendance de l'Ukraine. Nous pensons qu'il est indispensable d'engager un dialogue constructif avec la Russie, dialogue par ailleurs nécessaire pour parvenir à une résolution pacifique et durable de la crise, ainsi que la Russie s'y est engagée. Toutes les parties doivent œuvrer en ce sens. La stabilité du continent européen sur le long terme ne pourra être assurée sans coopération. Un processus de réconciliation sérieux doit être engagé en Ukraine, dans le plein respect de



l'Etat de droit, avec le soutien actif de la communauté internationale. Les réformes promises en matière de corruption et de décentralisation doivent être mises en œuvre.

2. La paix au Moyen-Orient et en Méditerranée

Le Moyen-Orient est aujourd'hui devenu un réseau inextricable d'intérêts géopolitiques en perpétuel mouvement, au sein duquel de multiples groupes religieux et autres se livrent à une lutte d'influence et de pouvoir complexe, souvent sous l'impulsion de puissances étrangères. L'Etat Islamique, dont la puissance ne cesse de croître, se nourrit des tensions, des différences inter et intra-religieuses, des inégalités socioéconomiques criantes et des conflits et troubles incessants que connaît la région.

Les dernières tentatives de relance du processus de paix israélo-palestinien ont malheureusement échoué. L'absence de solution à deux Etats et la situation humanitaire catastrophique dans la Bande de Gaza ont conduit à une crise politique profonde. **Nous continuons néanmoins de plaider en faveur de la création d'un Etat palestinien viable, conformément aux résolutions des Nations unies, aux côtés d'un Etat israélien sûr et sécurisé.** Toutes les initiatives prises par la Haute représentante de l'UE, Israël et la Palestine pour faire avancer le processus de paix doivent être accueillies favorablement.

À Chypre, malheureusement, aucune solution n'a pu être apportée à la crise, et l'échec du plan Annan a découragé toute nouvelle tentative en ce sens. L'UE doit promouvoir un dialogue inclusif à Chypre afin que l'on puisse trouver une solution qui reçoive l'appui des deux parties.

La situation en Libye représente un défi majeur pour la paix et la sécurité dans la région et en Europe. La communauté internationale doit aider la Libye à trouver une solution politique à la crise afin qu'elle puisse former un gouvernement d'unité nationale indépendant. Il s'agit là d'une condition essentielle pour contrer le terrorisme et le radicalisme.

Nous pensons qu'il est temps pour l'UE de renforcer son action au Moyen-Orient. Le rôle crucial qu'elle a joué dans la négociation de l'accord nucléaire avec l'Iran montre qu'elle peut être un acteur diplomatique influent dans la région. En tant que socialistes et démocrates, nous devons lutter contre les violations des droits des femmes et adopter une approche fondée sur les droits de l'Homme.

Avec l'appui de nos partenaires et alliés, nous devons mettre en place une politique globale impliquant tous les principaux acteurs de la région. L'ère des guerres par procuration qui déstabilisent l'ensemble d'une région et les pays voisins est révolue. Nous devons à présent nous engager dans un dialogue stratégique. Les nombreuses lignes de fracture, qui mettent aux prises des acteurs aux intérêts divergents au détriment de populations locales innocentes, doivent être fusionnées au sein d'un nouveau cadre de dialogue et de coopération, que l'UE peut promouvoir auprès de la communauté internationale. Cette stratégie de la région Afrique du nord et Moyen Orient doit aussi être axée sur les droits de l'Homme et adopter une approche équilibrée de la lutte contre le terrorisme et de la politique de sécurité.

Les **initiatives** mises en place dans les années 1990, comme le processus de Barcelone et, plus tard, l'Union pour la Méditerranée, ont livré des résultats mitigés, notamment parce que les pays européens ont traversé l'une des plus grandes crises économiques de leur histoire (qui perdure depuis plus de sept ans), mais aussi parce que les pays arabes ont connu des changements profonds à la suite du Printemps arabe. Le PSE reste toutefois pleinement déterminé à atteindre les objectifs de ces initiatives, et réaffirme la nécessité de créer un espace de coopération et de dialogue entre tous les pays de la région, afin que nous puissions relever ensemble les défis mondiaux qui se posent à nous. Nous devons promouvoir une nouvelle approche de la politique méditerranéenne de l'UE, fondée sur la responsabilité commune de tous les acteurs. Et donc donner à nos relations une nouvelle



dimension multilatérale basée sur une coopération et une solidarité élargies, qui permettrait une participation des pays des deux rives de la Méditerranée dans des conditions d'égalité, afin de définir une initiative méditerranéenne globale pour retrouver et redynamiser l'esprit du processus de Barcelone.

La stratégie actuelle n'est plus possible, ni sur le plan tactique ni sur le plan stratégique.

3. Sécurité, défense et consolidation de la paix

Les nouvelles menaces auxquelles l'UE est confrontée, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de ses frontières, ont relancé le débat sur la sécurité et la défense. S'il est vrai que nos citoyens doivent pouvoir vivre dans un environnement sécurisant et paisible, nous devons avancer avec prudence afin de ne pas compromettre nos droits et libertés fondamentaux. En tant que progressistes, nous devons proposer notre propre programme qui appelle à la paix et au respect des droits de l'Homme tout en insistant sur la nécessité de renforcer la sécurité dans le monde, et qui aligne nos priorités dans les domaines des droits de l'Homme, du développement, de la sécurité et de la défense. Nous devons apporter notre soutien aux défenseurs des droits de l'Homme et aux personnes qui se battent pour la démocratie, la justice sociale et la non-discrimination.

Il est évident, au vu des réalités et des défis mondiaux, que les frontières entre la sécurité intérieure et extérieure sont de plus en plus floues. Nous devons doter la politique de sécurité et de défense commune de l'UE d'un cadre global qui soit compatible avec ses priorités humanitaires et de développement.

La guerre, les conflits et l'instabilité touchent aussi bien les femmes que les hommes. Or, les femmes restent sous-représentées aux postes à responsabilité et sont exclues de la prévention, la gestion et la résolution des conflits. Il convient d'accorder une attention particulière aux femmes en vertu de la résolution 1325 des Nations unies de manière à garantir leurs droits, leur participation et leur protection ; notamment l'accès à la santé et aux droits sexuels et reproductifs dans le cadre d'une assistance santé adéquate.

Nous devons mettre en place des stratégies à long terme et renforcer les capacités de réaction immédiate de l'UE. Le renforcement et l'amélioration de la coopération dans les domaines de la sécurité intérieure et extérieure, la prévention civile des conflits, la défense et les affaires militaires aideront l'UE non seulement à se défendre elle-même mais à contribuer aux initiatives de consolidation de la paix à travers le monde. Parallèlement, nous devons privilégier les solutions civiles non violentes aux conflits. Nous devons inciter les différents acteurs à s'engager sur la voie d'un désarmement progressif et de restrictions au commerce international des armes dans une optique de consolidation de la paix dans le monde. Le développement social et durable est un nouveau nom pour la paix. Face à l'instabilité aux frontières de l'Europe, nous devons redoubler de prudence dans nos exportations d'armes vers des pays tiers. L'UE doit parler d'une seule voix lorsqu'il s'agit de paix, de sécurité et de droits de l'Homme, mais elle doit aussi se montrer unie dans les actes. En d'autres termes, les États membres doivent appliquer les mêmes règles strictes lors de la vente d'armes.

4. Des alliances mondiales solides

Dans un environnement en constante mutation, nous devons développer nos partenariats avec différentes régions du monde et définir ensemble des scénarios géostratégiques. Ces partenariats doivent reposer sur des valeurs communes, la croissance économique, la coopération en matière de sécurité et le commerce équitable. Nous voulons une relation transatlantique solide pour pouvoir faire face aux défis mondiaux. Nous voulons aussi consolider nos relations avec des **partenaires partageant les mêmes valeurs en Amérique latine et dans les Caraïbes, dans la région ASEAN et dans l'Union africaine, en soutenant leurs processus d'intégration régionaux.**



Nous devons aussi être plus présents au **Sahel** en particulier, afin de devenir un partenaire clé du développement économique, humain et démocratique de la région. Nous ne pouvons pas laisser toute une région sombrer sous nos yeux dans un cercle vicieux de violence, de pauvreté et de dissensions religieuses. Nous devons tirer les enseignements de nos expériences passées et aborder le problème de front avant que la situation ne devienne incontrôlable et ne s'étende à l'ensemble du continent africain. Nous ne pouvons pas laisser une autre génération grandir dans le désespoir. Nos actions sur le continent doivent être axées sur l'intensification de la collaboration et des investissements en vue d'éradiquer la pauvreté, de promouvoir l'éducation et l'inclusion, de permettre l'accès universel aux soins de santé, de promouvoir les droits reproductifs et sexuels pour toutes les femmes et tous les hommes, et de garantir la sécurité dans les pays frontaliers. Nous devons aussi faire en sorte que nos actions au sein de l'Union ne nuisent pas aux personnes les plus pauvres dans les autres régions du monde, et il est grand temps que les ressources du continent africain profitent enfin à sa population.

5. Développement durable

2015 est une année cruciale pour le développement international. Les Nations unies vont publier un nouveau cadre dans le prolongement des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). L'UE est déjà le premier donateur d'aide au développement à l'échelle mondiale. Toutefois, dans de nombreux pays, le soutien à l'aide au développement est menacé. Il est impératif que les États membres de l'UE honorent leur engagement à consacrer 0,7 pour cent du RNB à l'aide au développement officielle afin d'assurer un développement plus juste, démocratique et durable dans le monde. En tant que progressistes, nous jouerons un rôle essentiel dans l'élaboration de ces Objectifs du Millénaire pour le développement, qui devront être universels, ambitieux, inclusifs et vecteurs de changements, avec un objectif phare: ne laisser personne au bord du chemin. L'égalité et la solidarité restent au cœur de notre message progressiste axé sur les droits de l'Homme. Si l'UE veut se poser en premier défenseur des droits de l'Homme, il est essentiel qu'elle prône le respect de la Déclaration universelle des droits de l'Homme, et notamment l'abolition de la peine de mort dans le monde. Nous devons aussi rester ambitieux quant aux droits des femmes et à l'égalité entre les sexes. Alors que, de leur côté, les Nations unies sont parvenues à un accord sur l'inclusion d'un objectif spécifiquement consacré à l'égalité femmes/hommes et aux droits des femmes dans les Objectifs de développement durable, nous, en tant que sociaux-démocrates, devons veiller à ce que la dimension d'égalité entre les femmes et les hommes soit intégrée dans tous les OMD, et à ce qu'elle bénéficie d'un financement adéquat.

Nous sommes convaincus que si nous définissons des Objectifs de développement durable ambitieux et si nous les étayons par des moyens adéquats, nous pouvons évoluer vers un monde meilleur et plus juste. Nous voulons présenter un programme global commun qui permettra de **réduire les inégalités, de faire face au changement climatique et à la question des réfugiés climatiques, et de promouvoir une protection sociale universelle. Notre programme comprend des propositions concrètes, parmi lesquelles l'aide aux pays en développement pour lutter contre l'évasion fiscale et les mouvements de capitaux illicites, la promotion d'une nouvelle approche positive de l'immigration et l'extension du concept d'assurance santé universelle.** Mais un programme progressiste ne se limite pas aux mesures d'aide. Il prône également le commerce équitable, le travail décent et l'utilisation juste et sûre des matières premières. La croissance ne sera durable que lorsque les citoyens pourront gagner leur vie et lorsque la nature sera respectée.

